

## Bloc-notes

# «La monarchie engendre la révolution». La chronique de Patrick Devedjian



Patrick Devedjian

19 décembre 2018 à 12h45



Au long de ma vie d'élu, j'ai rencontré et écouté beaucoup de gens : j'ai toujours appris quelque chose, à commencer par les personnes les plus modestes. J'ai aussi retiré la conviction que la population comprend parfaitement ce que font ses gouvernants. Il est donc inutile d'exprimer de faux mea culpa du genre « nous avons mal expliqué les réformes ».

Il est également encore plus mal venu de déclarer, à chaque échec, que la France est un pays impossible à réformer : notre pays subit en permanence et avec beaucoup de patience des milliers de réformes, qui sont souvent bâclées et dont les effets induits ont rarement été prévus, malgré de prétendues études d'impact ! Les manifestants n'ont pas tort quand ils disent « nous voulons être écoutés », tandis que les procédures administratives sont de plus en plus formelles et obscures. Michel Crozier disait dès 1970 : « On ne réforme pas la société par décret ».

Quand la France atteint le record du monde des prélèvements obligatoires, que les revenus du plus grand nombre régressent, que la

dépense publique augmente et que la dette publique enfle démesurément, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'éclate une révolte fiscale.

**Cynisme.** Depuis de nombreuses années, la gauche comme la droite ont cru habile de développer la fiscalité indirecte tous azimuts, en l'augmentant régulièrement et discrètement, tandis qu'on réduisait le nombre des contribuables payant l'impôt direct sur le revenu, sur la fortune, aujourd'hui sur l'immobilier et sur la taxe d'habitation. On a ainsi entretenu l'antagonisme social, fait fuir un grand nombre d'investisseurs, et les plus modestes se sont aperçus que, pour autant, leurs ressources nettes diminuaient en raison des centaines de taxes et prélèvements du quotidien.

*On attend avec inquiétude le prélèvement à la source, nouvelle usine à gaz décidée par Bercy, la Bastille moderne, d'ailleurs voisine de l'ancienne et qui a la forme architecturale de son objet : une barrière de péage*

C'est qu'il faut continuer à payer le train de vie de l'Etat qui continue d'augmenter. En quinze minutes, Emmanuel Macron a dépensé, sans débat, sans concertation, sans le Parlement, 15 milliards d'euros pour éteindre l'incendie que les habitudes administratives ont fait naître. Probablement en vain. L'Assemblée nationale est à ce point effacée de la conscience collective que plus personne ne se sent représenté et que la rue réclame le référendum d'initiative populaire, boîte de Pandore de la démagogie.

On attend avec inquiétude la mise en œuvre du prélèvement à la source, nouvelle usine à gaz, décidée par Bercy, la Bastille moderne, d'ailleurs voisine de l'ancienne et qui a la forme architecturale de son objet : une barrière de péage.

Le record des prélèvements obligatoires n'incite pas à réduire le déficit budgétaire de l'Etat, lequel augmente à plus de 3 % du PIB, c'est-à-dire à environ 30 % dudit budget. Avec un cynisme qui ne peut que générer la révolte, la loi du 18 janvier 2018 interdit aux 322 plus grandes collectivités locales, dont le budget est pourtant en équilibre, d'augmenter leurs dépenses de fonctionnement de plus de 1,2 %, tandis que l'Etat central leur transfère des charges nouvelles et les conduit à dépasser la limite imposée sous peine de pénalités. Tout est

bon pour faire recette et brouiller les responsabilités du désastre financier.

**La ville sur la ville.** L'automobile est liée à la liberté individuelle, elle offre une facilité et un confort de déplacement incomparable. Elle est devenue une vache à lait fiscale et son coût ne cesse d'augmenter sous des formes diverses. Limiter la vitesse à 80 km/h en région parisienne peut avoir un sens ; sur les routes rectilignes et désertes des Landes, cela n'en a aucun. Interdire la circulation des vieux diesels empêche de les revendre et conduit à une perte sèche pour la population la plus pauvre, alors qu'on a encouragé leur achat depuis longtemps.

Augmenter les taxes sur les carburants au point qu'elles sont plus élevées que leur coût de production est inavouable, mais compris de tous. Augmenter les péages sur les autoroutes, tandis que chacun sait que le concessionnaire a fait une affaire en or en obtenant la concession, est une provocation, alors que les routes gratuites du domaine de l'Etat ne sont plus entretenues et même parfois, plus éclairées.

*L'Etat est le plus mauvais des gestionnaires, malgré une haute administration d'élite mais qui s'est éloignée du peuple. Cet Etat malmène ses fonctionnaires du quotidien, ceux qui ne sont pas dans les allées du pouvoir et sur qui repose pourtant la République*

En région parisienne, l'Etat oblige à construire toujours davantage, « la ville sur la ville » : le résultat est la plus forte densité de toute l'Europe et l'embolie générale de la circulation, des transports saturés et mal entretenus provoquant des millions d'heures perdues dans les déplacements. Les élus locaux sont dépossédés du peuplement de leur ville et les préfets reconstituent des ghettos sociaux qui posent de nombreux et coûteux problèmes.

Dans un pays où la politique constante est de tout placer sous le contrôle de l'Etat, la société étouffe et se révolte. Et cela d'autant plus que cet Etat est le plus mauvais des gestionnaires, malgré une haute administration d'élite mais qui s'est éloignée du peuple en s'installant dans les palais de l'ancienne noblesse, allant jusqu'à en adopter l'arrogance et l'esprit courtisan.

Cet Etat malmène ses fonctionnaires du quotidien, ceux qui ne sont pas dans les allées du pouvoir et sur qui repose pourtant la République. Les enseignants sont affectés comme des militaires en garnison, formés de façon inadéquate, ignorés de toute gestion des ressources humaines, peu considérés et mal payés : ils tiennent bon pour la plupart car ils croient à leur mission, mais jusqu'à quand ? Les personnels de santé font un travail admirable de dévouement au milieu d'une administration kafkaïenne et sont eux aussi très mal payés. Les policiers sollicités par la lutte contre le terrorisme, les manifestations répétées et la lutte contre la délinquance, voient depuis très longtemps leurs millions d'heures supplémentaires impayées, qui pour certains d'entre eux dépassent les 1 000 heures.

Les institutions de la V<sup>o</sup> République ont progressivement évolué vers un absolutisme présidentiel, hypercentralisé, avec un petit nombre de relais et beaucoup de courtisans ; elles ont surtout entraîné la disparition de tout contre-pouvoir. Le contact avec l'opinion n'existe guère que par l'intermédiaire des sondages et autres études qui disent tout, sauf l'essentiel : le système est à bout de souffle et c'est lui qu'il faut réformer avant de s'en prendre à la société, qui désormais se rebiffe.

S'être proclamé « et de droite et de gauche », c'est bien dangereux car en cas d'échec, c'est « et l'extrême droite et l'extrême gauche » qui deviennent l'alternative. C'est ce que nous commençons à voir.